Le Burundi donné "mauvais élève" de la CEA

PANA, 30/11/2010 Bujumbura, Burundi - Le Burundi cumule beaucoup de lacunes en matière d'échanges commerciaux, base de production, infrastructures, développement des ressources naturelles et humaines, climat et opportunités d'investissement par rapport au reste des cinq pays membres de la Communauté est-africaine (CEA), a relevé, au cours d'une conférence publique, l'ancien deuxième vice-président de la République du Burundi en charge des questions économiques et sociales et ancien cadre de la Banque mondiale, Mathias Sinamenye. Le jugement sans complaisance a été fait par cet ancien dignitaire et économiste de renom à une conférence publique sur les "défis et opportunités" liées à l'intégration du Burundi à cette communauté de libre échange qui regroupe, en plus du Burundi, le Rwanda, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

A titre illustratif, en considérant les indicateurs publiés par la BM, dans "Doing Business 2011", le Burundi se classe 181^{ème} sur 183 pays, alors qu'il était au 143^{ème} rang sur 155 classés en 2006 par rapport au climat offert aux investisseurs. Par contre, le Rwanda voisin est 58^{ème}, le Kenya 98^{ème}, l'Ouganda 122^{ème} et la Tanzanie 128^{ème}, a encore relevé M. Sinamenye. Au plan des procédures administratives, le conférencier les a jugées "lourdes, nombreuses et coûteuses en temps et argent". En effet, "il faut 32 jours et remplir 11 procédures pour ouvrir un business, 212 jours pour obtenir un permis de construire et 94 jours pour enregistrer une propriété au Burundi", a-t-il relevé. Par ailleurs, "il y a 44 procédures pour mettre en vigueur un contrat et toutes ces procédures prendront jusqu'à 832 jours", selon la même source. Même payer des taxes se révèle compliqué pour un opérateur économique qui doit s'y prendre par 32 fois dans l'année devant le fisc. Pour exporter, il faut neuf documents, et cela peut prendre jusqu'à 47 jours et coûter jusqu'à 2.747 dollars américains par container, à en croire encore l'éminent économiste burundais. Au niveau démographique, le Burundi est encore le maillon faible de la communauté où il ne passe que 6,6% de la population de cet ensemble sous-régional. Le Produit intérieur brut (PIB) du Burundi n'est que de 1,8% de celui de la CEA et sa croissance a été la plus lente ces dernières années. Le conférencier a également évoqué la faiblesse de la base de production industrielle du Burundi qui est "très étroite et non diversifiée". Sur le plan agricole, il a rappelé que le pays vit d'une agriculture de subsistance à laquelle se sont greffés le café et le thé, deux cultures d'exportation qui font plus de 70% des exportations, les autres exportations étant les boissons et le sucre au moment où les importations sont plus diversifiées. A titre illustratif encore, la direction des échanges au ministère du Commerce montre que le Burundi importe pour 20 à 30% du total de ses importations de la CEA mais exporte pour environ 10% vers la communauté. De plus, en valeur absolue, le Burundi représente un poids bien modeste : 85 millions de dollars américains d'échanges dont 5,3 millions d'exportations dans la communauté, contre 1.144 millions pour le Kenya en 2007. Concernant les richesses du sous-sol burundais, le conférencier a relevé qu'il n'y avait, pour l'instant, aucune mine en production malgré quelques découvertes qui sont dites "intéressantes".